



Rédaction-Administration :
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628
G.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

L'ÉCHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

S'UNIR

Nos camarades liront par ailleurs le compte-rendu d'une première réunion du cartel C.G.T. - F.O. et C.F.T.C., réunion qui s'est tenue à PARIS le 28 Mai dernier.

De quoi s'agit-il ? De travailler en commun pour parvenir, enfin à rendre aux salaires des travailleurs, un pouvoir d'achat qui, depuis 50 ans s'est amenuisé au fur et à mesure que le volume de ces salaires s'est trouvé augmenté... C'est cette tragique réalité que la classe ouvrière et ses organisations vivent aujourd'hui ; c'est une pente particulièrement rude qu'elles doivent remonter et c'est d'une fameuse dose de courage que nous devons nous armer pour mener à bien une telle entreprise...

Mais, le fait est là, il est d'importance que des hommes provenant d'organisations différentes, partageant les mêmes pensées sur un même problème, proposant les mêmes solutions, ont eu le courage de se rapprocher, de s'expliquer et finalement de décider de travailler d'un commun accord.

Ils savent qu'en la circonstance, ils s'engagent dans la voie la plus difficile et que dans l'action commune à laquelle ils vont se donner il n'y a aucune place pour la démagogie...

Ils savent que de puissantes coalitions d'intérêts politiques et économiques croiseront leurs feux pour faire échouer à cette action salvatrice...

POUR

Ils savent que les ricaneurs de ceux qui freinent la baisse pour mieux s'enrichir rejoignent ceux des intéressés politiques qui jubilent de pouvoir se livrer à une démagogie outrancière. Mais ils les méprisent, car les uns et les autres ne sont que de vils exploités de la misère du peuple...

Ce qu'ils savent surtout, c'est que la classe ouvrière se débat avec des prises avec les pires difficultés dans sa lutte pour la vie ; qu'il faut en finir avec les solutions de paresse ; qu'il faut enfin sortir du pétrin...

Regrettons que dans le concert des « harmonies ouvrières » la C.G.T. s'obstine à ne jouer que la note discordante. Regrettons que l'union nécessaire ne soit pas TOTALE, elle qui permettrait au flot puissant de la masse des travailleurs et de tous les honnêtes gens de notre pays, de remporter une victoire définitive sur la poignée d'escrocs de tous poils dont l'action a pour objet de briser l'élan du monde du travail dans son ascension.

AGIR

Camarades mineurs, l'union qui vient de se réaliser doit marquer le point de départ d'une étape nouvelle dans la rude montée qui doit conduire la classe ouvrière au triomphe de ses espérances.

Il s'agit de franchir l'obstacle le plus périlleux ; il s'agit de la vie immédiate, de la croute que nous devons mâcher aujourd'hui même.

Faisons donc en sorte que les résultats immédiats soient à la mesure de nos espoirs. Dans nos bassins miniers, soyons à la pointe du combat, participons activement à la vie, à l'action des comités groupements qui rassembleront les hommes d'action.

Soyons des HOMMES ! Jugeons de l'enjeu de la partie qui se joue ; ne négligeons rien pour la gagner, car c'est de l'issue de cette bataille que dépend le sort de nouvelles conquêtes sociales.

L'union qui se réalise aujourd'hui se maintiendra demain avec tous ceux qui sauront se débarrasser de toutes préoccupations partitisanes...

Elle se maintiendra conformément au vœu le plus intime de la masse des travailleurs de chez nous qui ont attendu trop longtemps la réalisation de ces rapprochements qui attestent de notre maturité sociale ; de nos justes conceptions en matière d'exercice des droits et devoirs inhérents à la vie des HOMMES LIBRES...

Mineurs, mes camarades, si nous avons tort d'avoir raison trop tôt, ne disons pas pour autant que nous avons perdu notre temps...

Il est précieux, c'est vrai, mais si nous savons nous unir pour agir, les perspectives d'avenir restent magnifiques...

Au travail, plus que jamais,
Sans désespérer !



UNION pour de nouveaux progrès

L'HUMANITÉ du 18 Mai a consacré trente lignes au XXIVème Congrès de la C.F.T.C. L'organe communiste qui ne semble pas avoir observé les choses de près, puisqu'il se reporte au compte-rendu d'un confrère parisien, se plait à souligner de prétendues « divergences » entre les membres de l'assemblée, vaste et vibrante, qui constitue, pour notre mouvement, l'instance suprême, dotée des « pouvoirs les plus étendus », apte à prendre « toutes décisions » et à donner « toutes directives relatives à la marche de la Confédération ». (Article 18 des statuts).

L'exacte vérité, au dire des acteurs et même des témoins de nos

récentes réunions, c'est qu'elles ont été vivantes, animées, comme il se doit pour une organisation nettement ouvrière, mais sans qu'il soit aisé d'établir une comparaison, en plus ou en moins, avec les séances des vingt-trois précédents Congrès qui, depuis 1919, ont jalonné notre histoire...

Une vérité non moins certaine, c'est que nous avons respecté à plein, et même avec une sorte de coquetterie, la tradition démocratique qui veut que les participants aient toute liberté de s'exprimer. S'il en allait autrement, si une direction rigide impliquait un étroit conformisme, à quoi bon tenir le Congrès ? En fait, celui-ci est bien

(Suite page 2)

CFTC et CGT-FO s'unissent dans la lutte contre la vie chère

La constitution du cartel d'action C.G.T.C. - C.G.T. - F.O., vient de trouver son premier point d'application. Des délégations des deux centrales, représentées chacune par leur secrétaire général — M. Bothereau et M. Bouladoux — se sont réunies au siège de la C.F.T.C. rue Montholon pour préciser les modalités de leur action en faveur de la baisse des prix.

Il s'agit de généraliser des initiatives syndicales prises en plusieurs villes ; tout récemment en core, à Avignon, à Angers et à Arras, les syndicats C.F.T.C. obtenaient d'excellents résultats en affichant les prix les plus bas sur les marchés et en faisant appel à l'honnêteté d'un certain nombre de commerçants par voie de presse et par démarches personnelles. Il

s'agit aussi d'éduquer le consommateur en lui donnant des consignes d'achat.

Révision des zones de salaires et réforme fiscale

À l'issue de la réunion une déclaration commune a été rendue publique dans laquelle « le cartel affirme sa conviction absolue que le pouvoir d'achat des travailleurs ne peut être véritablement renforcé que par une baisse effective des prix ».

Après avoir montré les incidences nuisibles d'une nouvelle augmentation générale des salaires, le cartel déclare toutefois « que tout en restant partisan de la stabilité générale des salaires il est résolu à obtenir des pouvoirs publics la suppression des injustices qui découlent de la réglementation des salaires actuellement en vigueur, notamment en ce qui concerne les abattements de zones ».

et d'autre part, le cartel considère qu'une réforme fiscale doit intervenir sans délai pour alléger les charges qui pèsent sur les salaires.

Il affirme que la baisse est possible et qu'elle n'a été retardée que par la faiblesse des pouvoirs publics et l'opposition égoïste d'un trop grand nombre de producteurs et d'intermédiaires. Il appelle donc, dit le cartel, au gouvernement de prendre toutes les mesures propres à provoquer et au besoin à imposer cette baisse.

Le cartel qui siégera en permanence, donnera aux travailleurs les consignes nécessaires pour qu'ils se procurent directement et au juste prix les articles et denrées nécessaires à leur subsistance.

D'ailleurs, au cours de cette première réunion, a été mis au point un programme d'action qui s'adresse aux pouvoirs publics, aux producteurs, aux distributeurs et aux consommateurs eux-mêmes.

Le cartel demande, d'autre part,

à toutes les organisations relevant des deux confédérations « de constituer, dès le 30 Mai, dans toutes les localités, des comités d'action pour la baisse des prix, auxquels seront invitées à participer les organisations coopératives de production et de consommation, les associations familiales, les groupements de consommateurs, les comités de lutte contre la vie chère et tous ceux qui sont désireux de s'associer sans réserve à l'indispensable politique de baisse des prix ».

Affirmant sa conviction dans la succès, le cartel invite consommateurs et salariés « à engager immédiatement l'action et à se tenir prêts pour une journée nationale de manifestation pour la baisse des prix dont il arrêtera les modalités au cours de sa prochaine réunion ».

À la suite d'une nouvelle réunion du Comité Interconfédéral, il a été décidé qu'une journée Nationale pour la baisse des prix serait organisée le 13 Juin.

Voir en 2^e page
le programme d'action
du Cartel Interconfédéral

Lors de la
réunion rue
Montholon :
de gauche
à droite :
Vandenbussche,
Bouranquet,
Lafont,
Charlot,
Charvillat,
Vansielegheem,
Bouladoux,
Richard,
Botheureau,
Gaston Tessier
et Bapayenne.



APRES LE CONGRES DE LA C.F.T.C.

Le 24ème congrès de la C.F.T.C. a été un grand congrès qui a prouvé plus que jamais la vitalité et la puissance grandissante du Syndicalisme Chrétien.

L'apport continu d'une jeunesse ardente et dynamique, mêlée à l'expérience et à la volonté persévérante des pionniers donneront aux assises de la grande centrale ouvrière une allure formidable.

Ceux qui s'opposaient voir à la C.F.T.C. s'opposer des tendances sur l'orientation du mouvement en furent pour leurs frais. Avec force, le congrès a réaffirmé sa position traditionnelle. Mais, avec la même force, s'est manifestée la volonté de voir se réaliser certaines réformes de structure dont au premier chef, la fédération d'industrie.

La discussion du rapport moral fut la pièce maîtresse du congrès. Pas moins de 50 orateurs y participèrent, et, s'ils divergèrent parfois sur les méthodes, on peut assurer que tous apportèrent dans leurs interventions le souci de voir la C.F.T.C. prendre toute la place dans le pays et dans la classe ouvrière qui convient à un grand mouvement ouvrier.

On peut regretter sur le fait que le rapport moral ne fut pas adopté à l'unanimité. Cela prouve tout simplement que la C.F.T.C. est une grande organisation démocratique où l'on ne pratique pas le conformisme et où on pousse même, avec une certaine coquetterie, le désir de donner à tous la liberté pleine et entière de s'exprimer. D'ailleurs, comme l'a expliqué Vignaux, à la tribune, le nombre d'abstentions relativement élevé a été surtout provoqué par une réserve de procédure sur le vote.

La motion d'unité adoptée à l'unanimité par le congrès, présentée par la commission extraordinaire réunie pour examiner le différend qui opposait quelques fédérations à d'autres a permis de tirer au clair les questions de méthodes à employer au sein de la C.F.T.C. et de réaffirmer l'orientation du mouvement. Le long et fraternel débat qui eut lieu à cette occasion fut pour premier effet de rapprocher les points de vue sur la question délicate de la fédération d'industrie. Une seconde motion présentée en séance plénière le lundi recueillit l'unanimité du congrès.

Sur l'important problème des salaires et des prix, le congrès a renouvelé avec fermeté sa position. La baisse des prix est actuellement le seul moyen de ravaler le pouvoir d'achat des salaires. La C.F.T.C. APPELLE TOUS SES ADHERENTS à intensifier leur action en vue d'obtenir des résultats rapides.

Enfin, l'élection du nouveau bureau confédéral va rassembler des hommes qui auront à cœur de travailler dans l'esprit de la motion de la commission extraordinaire. La large confiance accordée au

nouveau président confédéral, à notre grand ami Gaston TESSIER, fondateur de la C.F.T.C. et organisateur de la résistance au syndicalisme totalitaire ; celle, non moins large à Maurice BOULADOUX, nouveau secrétaire général, donne à la C.F.T.C. un prestige accru dans la poursuite de son œuvre de libération des travailleurs.

Louis DELABY

Maurice BOULADOUX Secrétaire Général

MAURICE BOULADOUX, que la confiance du Bureau Confédéral a appelé au secrétariat général de la C.F.T.C., est né à Parthenay (Deux-Sèvres), le 16 Juillet 1907, d'une famille ouvrière qui, peu après, s'installait à Paris.

Entré au travail dès 1922, au sortir de l'école primaire, il se syndiqua aussitôt et devint très rapidement l'un des plus actifs militants de sa section locale : celle des Epinettes (Paris-17ème). Membre assidu des cours de formation du Syndicat des Employés, il prépara, dans les années qui précédèrent son service militaire, la constitution de la jeunesse syndicaliste chrétienne, dont à son re-

tour, en 1929, il assumait tout à la fois la présidence pour la région parisienne et le secrétariat de liaison pour l'ensemble du pays.

Tout à tour aide-comptable dans l'industrie textile, correspondant au secrétariat confédéral, secrétaire administratif d'une société de propagande, il revenait au secrétariat confédéral en 1930 et, en 1936, il était nommé secrétaire général adjoint de la C.F.T.C., fonction qu'il occupa jusqu'à la guerre.

Après la dissolution de la C.F.T.C. et pendant toute la période d'occupation il fut employé dans divers services d'une usine de produits chimiques.

(Suite page 2)

Programme d'Action du Cartel F.O.-C.F.T.C.

I. — Action du Comité central du Cartel Interconfédéral C.G.T.-F.O.-C.F.T.C. auprès des Pouvoirs publics,

Pour obtenir :

A. — EN MATIÈRE DE PRIX

- 1) Baisse autoritaire sur l'acier et sur les produits industriels ayant subi les hausses les plus fortes et les moins justifiées ;
- 2) Accélération et extension des programmes d'utilité sociale (notamment dans le domaine de l'habillement et de la chaussure) ;
- 3) Dispositions à prendre par le gouvernement pour écarter toute hausse du prix du charbon ;
- 4) Prise de position catégorique du gouvernement contre toute perspective de hausse des produits agricoles, compte tenu, d'une part, des baisses réalisables par ailleurs dans les prix des produits utilisés par l'agriculture (engrais, machines agricoles, céréales) ; d'autre part, de l'accroissement de la production agricole ;
- 5) Allègement du prix de revient à la consommation des denrées alimentaires essentielles dont les prix sont encore contrôlés, par la suppression momentanée de certaines taxes ;
- 6) Distribution directe par les Pouvoirs publics aux consommateurs dans les Boutiques-témoins (type baraque Vilgrain) et par les coopératives ;
 - de denrées alimentaires importées ou collectées ;
 - de denrées achetées prioritairement par les Pouvoirs publics ;
 - de stocks de légumes secs détenus par l'Intendance militaire ;
 - des fruits et légumes laissés pour compte par les commerçants détaillants sur les marchés centraux en raison de leurs prix trop bas ;
- 7) Développement maximum des programmes d'importations :
 - céréales secondaires ;
 - engrais ;
 - matériel agricole ;
 - viande congelée ;
 - produits coloniaux ;

- 8) Accélération de l'équipement des ports des territoires d'outre-mer, permettant une utilisation au maximum de la marine marchande ;
- 9) Suppression totale de la rémunération des intermédiaires et commerçants en pourcentage et fixation des marges en valeur absolue ;
- 10) Interdiction d'exercer la profession à tout commerçant disposant d'un revenu inférieur au minimum vital ;
- 11) Rétablissement temporaire de l'interdiction de création de nouveaux fonds de commerce ;
- 12) Interdiction à tout producteur de refuser de livrer ses produits aux coopératives de consommation (assortie de sanctions) ;
- 13) Effort de baisse maximum pour tous les services et produits dont les prix dépendent directement de l'État ;
- 14) Arrêt de la politique de remises en liberté des prix, qui a toujours été génératrice de hausses ;
- 15) Réaction vigoureuse du gouvernement auprès des préfets contre l'autarcie départementale.

B. — EN MATIÈRE DE SALAIRES

Réparation des injustices résultant de la réglementation en vigueur, notamment par :

- a) La révision des zones ;
- b) La réforme de la fiscalité.

II. — Action du Comité central du Cartel auprès des groupements de producteurs :

- A) C.N.P.F. et Fédération patronales (industrie et commerce) ;
- B) C.G.A. et Fédérations de producteurs ;
- C) Coopératives de production et de consommation.

III. — Action du Comité central du Cartel pour informer les travailleurs et l'opinion publique :

- 1) Directives à envoyer à toutes les organisations adhérentes ;
- 2) Contacts avec la presse ;

- 3) Contacts avec la radio ;
- 4) Contacts avec le cinéma (communiqués, déclarations, conférences de presse).

IV. — Consignes d'action du Comité central du Cartel aux Comités locaux :

- 1) Création de Comités d'action pour la baisse dans toutes les villes ;
- 2) Délégations réitérées jusqu'à l'obtention d'un résultat auprès des préfets, sous-préfets, maires, conseillers généraux et municipaux ;
- 3) Démarches et envois massifs de lettres et résolutions aux parlementaires ;
- 4) Action directe sur les marchés démarant avec l'envergure maximum à une date fixée (un dimanche de préférence ou un jour de marché) et se poursuivant avec persévérance jusqu'à consolidation des résultats ;
- 5) Affichage dans chaque quartier des commerçants les plus chers et des commerçants les moins chers ;
- 6) Publication de ces listes d'adresses de commerçants dans la presse, les organes syndicaux et par tracts ;
- 7) Accentuation de l'effort coopératif ;
- 8) Contacts avec la presse et la radio pour informer l'opinion ;
- 9) Multiplication des réunions d'information (organisées en commun : C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. pour faire comprendre aux travailleurs que seule la baisse des prix peut revaloriser leur pouvoir d'achat. Nécessité de l'information des consommateurs ;
- 10) Publicité maximum sur toutes les démarches, initiatives et réalisations du Cartel national et du Comité local ;
- 11) Des directives spéciales seront envoyées pour l'organisation de la Journée Nationale en faveur de la baisse, devant constituer une manifestation marquante de l'action engagée.

Maurice Bouladoux

(SUITE DE LA PAGE 1)

Participant aux travaux de la Commission d'Etudes Economiques et Syndicales qui abritait les premières activités des syndicalistes résistants de la zone occupée, il fut, en Novembre 1940, l'un des trois dirigeants confédéraux, avec J. Zirnheld et G. Tessier qui apposèrent leur signature, à côté de neuf cégétistes, au bas du document connu sous le nom de « Manifeste des 12 », l'un des premiers actes de la résistance française.

Dès la libération il reprenait son poste à la C.F.T.C. Tout d'abord chargé de la question formation, il est, depuis l'entrée de Gérard Espérel, responsable du secteur économique. C'est à ce titre que, lors de la constitution du Conseil Economique, il fut placé par le Bureau Confédéral à la tête de la délégation de la C.F.T.C.

Il n'a pas cessé, depuis la fon-

et des commerçants les moins chers ;

- 6) Publication de ces listes d'adresses de commerçants dans la presse, les organes syndicaux et par tracts ;
- 7) Accentuation de l'effort coopératif ;
- 8) Contacts avec la presse et la radio pour informer l'opinion ;
- 9) Multiplication des réunions d'information (organisées en commun : C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. pour faire comprendre aux travailleurs que seule la baisse des prix peut revaloriser leur pouvoir d'achat. Nécessité de l'information des consommateurs ;
- 10) Publicité maximum sur toutes les démarches, initiatives et réalisations du Cartel national et du Comité local ;
- 11) Des directives spéciales seront envoyées pour l'organisation de la Journée Nationale en faveur de la baisse, devant constituer une manifestation marquante de l'action engagée.

donation de « Syndicalisme » ; d'assumer la responsabilité de notre journal auquel il a fourni, notamment, la plupart de ses éditoriaux.

Son passé nous autorise à dire que le secrétaire général de la C.F.T.C. est en bonnes mains. Formé à l'école de Gaston Tessier dont il fut, pendant de longues années, le collaborateur le plus proche, Maurice Bouladoux sera, nous n'en doutons pas, digne des anciens qui firent la C.F.T.C. Il mettra, en outre, au service du mouvement la fougue et le dynamisme que les habitudes des Congrès et Comités Nationaux lui ont inculquées.

Sa connaissance profonde du mouvement et des problèmes qui vont se poser à son attention, la sûreté de sa doctrine et de son permettent de bien augurer de l'avenir.

Un slogan d'importance, qui joue pour le relèvement du salaire féminin, fut : « A travail égal, salaire égal. »

Les produits manufacturés se vendent moins chers dans le pays de fabrication. Très souvent, ces produits se trouvent expédiés dans les centres ; ils reviennent sur le lieu même de départ augmentés des marges bénéficiaires indispensables à la précieuse vie des personnes de marque de la IV^e République : les intermédiaires.

Derrière les Conseils d'administration, les Comités d'hygiène, de sécurité et autres éléments de ces corps sans âme qui constituent les Sociétés anonymes se sont passés bien des tracas sur les prix horaires à accorder aux ouvriers.

Ne croyez-vous pas que le fait de juger un travail identique à des prix différents, pouvant varier de plusieurs francs de l'heure à moins de 10 km. de distance, soit logique ?

Nous nous trouvons en présence de la situation paradoxale suivante : l'ouvrier de la ville qui doit travailler en grande banlieue perçoit le salaire de la localité où il est employé, alors que l'ouvrier venant de grande banlieue à la ville se trouve aligné sur ses camarades sans subir aucun abaissement.

Nous verrons que sur le plan « Allocations familiales », le problème est inversé ; ce n'est pas une raison pour le déclarer logique dans sa solution.

Les Ministères se plaignent souvent

(SUITE DE LA PAGE 1)

l'occasion, pour les responsables élus de l'Etat l'opinion, de recueillir ses aveux et ses critiques, d'enregistrer ses réactions.

Ce que ne dit point, et pour cause, l'anonyme, lointain et bref rédacteur de l'« Humanité », c'est que les décisions importantes, celles qui peuvent engager l'avenir, ont été prises à L'UNANIMITE ! En conclusion du long et courtisot débat sur le rapport moral, il a été facile de constater que nul désaccord n'existait quant à l'esprit et à la lettre des statuts, tels que les avait modifiés le XXXI^{ème} Congrès.

S'il a été procédé à un vote par mandats, ce fut sur le désir du rapporteur lui-même, soucieux de clarté, et le nombre relativement élevé de abstentions a été expliqué, à la tribune, par une réserve de procédure, dans le sens d'un scrutin qui aurait porté sur les divers chapitres ou parties du rapport moral.

Enfin, si la modification des statuts, pour la fixation à trois ans de la durée des mandats au Bureau confédéral, avec renouvellement par tiers, n'a été acquiescée qu'à une faible majorité, c'est parce que le Bureau sortant, obéissant à un mobile de discrétion fort compréhensible, n'avait pas voulu prendre position sur ce point.

La C.F.T.C. continue ! Fidèle, dans son action, aux principes de la morale sociale et chrétienne, elle entend poursuivre avec conviction, énergie, persévérance, l'amélioration du sort des catégories laborieuses, personnes et familles ; elle le fera par des interventions directes, immédiates, dans le circuit économique dont les éléments, trop souvent faussés par des moyens artificiels, comportent tant d'injustice et même de cruauté. Elle le fera en préparant, avec réflexion mais non sans audace, les transformations annoncées par la déclaration de principe inscrite en tête de ses statuts.

Ceux auxquels le Congrès national d'abord, le Bureau confédéral, ensuite, ont confié, dans la période actuelle, de lourdes responsabilités, n'ont qu'un souci, un désir, une résolution : servir ! Ferme sur ses positions traditionnelles, le Syndicalisme chrétien doit apparaître de plus en plus largement ouvert, à tous les travailleurs de bonne volonté, de plus en plus uni, homogène dans une fraternelle discipline, de plus en plus disposé aussi, à l'unité d'action avec toutes les forces syndicales authentiques.

Gaston TESSIER.

Les zones de salaires sont une injustice...

LE COUT DE LA VIE EST SOUVENT PLUS ELEVE EN PROVINCE QU'A PARIS ET CETTE CONSTATATION IMPOSE UNE REFORME

Avant d'envisager le côté sentimental, soyons d'abord objectifs : Nous voyons le pain et le lait, éléments essentiels de l'alimentation de nos enfants, plus chers en province qu'à Paris ; la viande à des prix à peu près identiques, et les fruits et légumes parfois à meilleur marché qu'à Paris. Le seul point marqué contre la capitale peut être, dans certains cas, le logement.

Pourquoi donc ces zones, que nous pouvons qualifier d'arbitraires et souvent d'injustes ? Pourquoi ce cloisonnement, ce découpage de Français en citoyens favorisés et citoyens amoindris selon les exigences ou les caprices du lieu de travail ?

Dans bon nombre de villes, il existe souvent d'ailleurs, un abaissement égal qui les place sur un même plan d'infériorité par rapport à Paris ; mais combien de nos camarades, dans le but de donner à leurs enfants le grand air, les vivifier, se sont éloignés volontairement de 45 ou 20 kilomètres de la ville ? Souvent aussi, cet éloignement n'est-il pas le résultat de circonstances, dont la principale reste la crise du logement ? Toujours est-il, pour ceux qui maintiennent leurs familles loin de la ville, et vous en conviendrez avec moi, que le bol d'air coûte un peu cher.

Un slogan d'importance, qui joue pour le relèvement du salaire féminin, fut : « A travail égal, salaire égal. » Les produits manufacturés se vendent moins chers dans le pays de fabrication. Très souvent, ces produits se trouvent expédiés dans les centres ; ils reviennent sur le lieu même de départ augmentés des marges bénéficiaires indispensables à la précieuse vie des personnes de marque de la IV^e République : les intermédiaires.

Derrière les Conseils d'administration, les Comités d'hygiène, de sécurité et autres éléments de ces corps sans âme qui constituent les Sociétés anonymes se sont passés bien des tracas sur les prix horaires à accorder aux ouvriers.

Ne croyez-vous pas que le fait de juger un travail identique à des prix différents, pouvant varier de plusieurs francs de l'heure à moins de 10 km. de distance, soit logique ?

Nous nous trouvons en présence de la situation paradoxale suivante : l'ouvrier de la ville qui doit travailler en grande banlieue perçoit le salaire de la localité où il est employé, alors que l'ouvrier venant de grande banlieue à la ville se trouve aligné sur ses camarades sans subir aucun abaissement.

Nous verrons que sur le plan « Allocations familiales », le problème est inversé ; ce n'est pas une raison pour le déclarer logique dans sa solution.

Les Ministères se plaignent souvent

des difficultés rencontrées pour les recensements de province, et si certains directions voient leurs meilleurs éléments les quitter en province, quel de plus logique ? Les Gouvernements aussi cessent-ils de s'émouvoir du dépeuplement des campagnes. A qui la faute ?

Tout ce qui précède touche le travailleur en sa qualité d'individu. Qu'il soit célibataire ou chargé de six enfants, le salaire reste le même. Les allocations familiales ne vont-elles pas au moins redresser l'erreur initiale ?

Hélas ! ce qui subit le chef de famille, l'enfant devra le supporter ; le jeune déclassé du Mans ou d'Avignon devra être considéré dans un état d'infériorité par rapport à son camarade parisien. Un enfant est-il malade ? Son état de santé, un accident nécessitent-ils une intervention chirurgicale d'urgence ? Il faudra parfois attendre l'ambulance des heures, ou compter sur la bonne volonté problématique d'un voisin fortuné qui mettra sa voiture à votre disposition, alors qu'à la ville le transport immédiat évitera souvent de graves conséquences.

Alors que le chef de famille parisien aura toutes facilités pour donner son place, et ce, avec un grand choix d'établissements scolaires, l'insécurité de ses enfants, celui de province devra souvent placer son fils comme interne, ce qui entraînera des frais importants pour les budgets modestes.

Vous savez tous que cette vie ou ces conditions d'existence prétendues plus faciles à la campagne sont aujourd'hui un LEURRE.

Avec de l'argent, beaucoup d'argent, ce serait peut-être plus facile. Le paysan ignore le sentiment et ne se laisse plus convaincre qu'à coups de billets de banque. Nos traitements et salaires, nos allocations modestes ne permettent pas de le satisfaire aujourd'hui. Quelquefois, Dieu merci, échappent à cette règle, mais ils sont si rares.

Allez donc leur parler d'esprit social chrétien et de loi de solidarité et vous me direz si la livre de beurre obtenue après de longs travaux d'approche sera cédée à 50 fr. de moins.

Salariés, nous subissons plus que tous les autres le contre-coup d'un égoïsme aigu qui s'est infiltré dans la moindre bourgeoisie et qui rend aujourd'hui les prétendus avantages des champs à peu près nuls.

Qu'on ne reproche surtout pas son jardin familial au fonctionnaire ou à l'ouvrier habitant la banlieue ou la province. Vous savez combien de peine, combien d'efforts en sont le prix. Et vous voudriez qu'ils n'en retirent pas quelques fruits ?

Nous en avons assez d'être traités en parents pauvres. Nous devons, je crois, insister plus que jamais, au moment où seule une action ferme a chance d'aboutir, pour que soit abrogée une des principales injustices de l'heure : les salaires compartimentés par zones, les allocations familiales servies en raison de cette répartition fautive.

Eugène FLEURE.

LES PETITS ECHOS DE LA MINE ET D'AILLEURS

CONTROLE !

Pour toutes les raisons que l'on sait ou que l'on devine, les « contrôleurs » des cartes syndicales à l'entrée des puits ont perdu de leur vogue d'autan...

Pourtant, à la fosse 10 de Béthune, à Sains-en-Gohelle, un de ces contrôleurs est venu dernièrement et les très zélés « contrôleurs » de la très grande C. G. T. eurent bon d'arracher les cartes syndicales de trois ouvriers allemands adhérents de la C. F. T. C.

Ces contrôleurs croyaient sans doute que ces « boches », à qui une chronique spéciale est réservée chaque semaine dans « La Tribune », organe de la C. G. T., se laisseraient faire...

Ce ne fut pas le cas et il ne fallut que l'ébauche d'une riposte pour voir nos courageux inquisiteurs empoigner chaises et table pour dégainer, menaçant pour leurs abattis ; honteux comme le renard de la fable...

Il arrive d'ailleurs bien souvent que le courage de nos candidats titubants n'est, qu'à la mesure de la faiblesse de ceux qu'ils trouvent devant eux et, cette fois, ils durent se rendre compte qu'ils ne devaient pas insister davantage !

Georges qu'ils se gardèrent bien de recommencer ! Ils peuvent essayer toutefois, car nous les informons que les trois ouvriers en question ont bel et bien en poche une nouvelle carte de la C. F. T. C. Qu'en pareille occasion, nos camarades ne se laissent pas influencer et manifestent leur volonté de se faire respecter, le matériel de « contrôle » doit-il en souffrir !

Pas intéressants !

Pas intéressants les mineurs pour certains parlementaires qui affectent de n'en parler qu'avec des trémolos dans la voix.

La sous-commission des houillères de la Commission Parlementaire de la Production Industrielle est venue dernièrement s'informer de la situation générale du bassin. Toutes les questions financières intéressantes plus particulièrement les travaux neufs : de modernisation des puits et installations de surface ; les logements ouvriers ; l'emploi du personnel, etc., ont été discutées.

Vous pensez sans doute que les camarades ROUGAUTE et FIEVEZ, députés communistes, furent les premiers à participer à ces travaux, à défendre les nationalisations qui sont en danger, comme ils disent si bien ?

Je t'en fiche ! Tout ça n'intéresse pas ces zélés défenseurs de la classe ouvrière minière... Ça peut être gênant dans les campagnes de démagogie. Les mineurs ?? C'est juste bon à servir les besoins de la

propagande... Et c'est pourquoi, parmi ceux qui daignèrent se « dé-ranger » il n'y avait aucun communiste.

Singulière façon de s'intéresser aux mineurs, à la bonne marche de nos entreprises nationalisées et de participer utilement à tout le travail nécessaire qui doit leur assurer une saine gestion, garantie d'une réussite indiscutable...

Mais, peut-il être vrai que ces « zigotos » souhaitent sincèrement cette réussite ??

Non, vraiment, pas intéressants, les mineurs !

A L'HUILE !

Nous connaissons les sardines... Il y a maintenant les cartes syndicales qui s'y accommodent également ; même les réunions syndicales de la C. G. T. se font avec un emploi inusité de cette denrée...

Comme les commerçants qui ne peuvent se défaire d'une marchandise dévalorisée et vous obligent à la prendre sous peine de refuser celle que vous désirez, on allèche nos braves ménagères par la possibilité de se faire remettre un litre d'huile, sous la condition, évidemment, de « présenter » la carte syndicale de la C. G. T....

Et comme les « clients » n'ont sans doute pas mordu comme il était espéré, voici que l'affaire se corse d'une distribution de sucre !

Une véritable épicerie, quoi ! Tenez, voici la copie d'une affiche apposée à la fosse 3 de Lens, vous verrez que ces denrées comestibles tiennent la bonne première place dans l'ordre du jour d'une réunion.

Lisez plutôt :

Camarades,

Vous êtes priés d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 25 Avril à 10 heures, salle du tabac de la fosse 3.

ORDRE DU JOUR

Distribution d'huile et de sucre

Prochain Congrès

Divers

Signé : Le Bureau Syndical

Etant bien entendu qu'il y a dans le Nord-Pas-de-Calais 200.000 mineurs et employés adhérents à la C. G. T., il faut constituer un fameux stock pour satisfaire tout le monde !

Seulement, il semble bien qu'en la circonstance, il s'agit plutôt de faire flèche de tous bois pour maintenir un minimum d'adhérents dont la « fidélité » est en rapport avec la possibilité de se graisser... Et de se sucrer !

C'est bien le cas de le dire !

Où s'arrêtera-t-on ?

Nous avons connu dernièrement les « défenestrations » à l'occasion

des réunions de Caisses de Secours... Triste, pénible scène que celle vécue aux Bureaux Centraux de Billy-Montigny à l'occasion d'une réunion au cours de laquelle il s'agissait de fixer l'ordre de la cérémonie des obsèques des victimes de la catastrophe de Sallaumines.

Après une attaque en règle de la C. G. T. contre « Force Ouvrière » et ses représentants présents à la réunion, ce fut la bagarre à coups de poings : lèvres fendues, etc.

C'est ce que la presse a appelé une sortie « MANU MILITARI ».

Tout de même, ne trouvez-vous pas que s'il y a « du linge sale à laver », l'occasion de le faire n'est pas précisément celle d'une réunion au cours de laquelle il ne devrait être question que d'HONORER CEUX QUI SONT TOMBES ?

Ne trouvez-vous pas que la simple décence exige de s'éloigner le plus loin possible des cercueils des martyrs du travail pour vider une querelle d'appartenance syndicale ?

Vraiment, de tels agissements dépassent l'imagination. Nous encourageons le reproche de nous entendre dire que la classe ouvrière de chez nous n'est plus capable de respecter ses morts, et pourtant, elle ne mérite pas cela !

De grâce, camarades, épargnez-nous donc un tel discrédit. Il ne faut pas que vos paroles de compassion ne soient que de la poudre aux yeux des familles éplorées par la douleur... Ne leur donnez plus jamais cette impression que des représentants syndicalistes puissent se battre sur des cerueils...

Ces familles, NOTRE classe ouvrière souffrent suffisamment pour que nous n'ajoutions davantage à leurs souffrances et à leurs misères.

C.C.P.M. - colonies de vacances

On se souvient aisément de la publicité qu'a faite la C.G.T. l'année dernière au sujet des 20 millions attribués par la C.C.P.M. aux Caisses de Secours pour les colonies de vacances. Des châteaux furent achetés etc...

Cette année, par la bouche de M. Garnett, nous apprenons que la C.C.P.M. prêtera ses locaux, quelle fournira la nourriture, mais moyennant paiement ! ! Un paiement de 300 fr. par jour ! !

Qu'est-ce que cela veut dire ? Alors cette année la C.C.P.M. n'a plus d'argent pour les colonies de vacances ? Après les hausses formidables qu'elle a appliquées sur les denrées en Décembre, elle ne peut plus subventionner les colonies de vacances ? ? Alors et les bénéfices ? Il n'y en a plus ? ?

Les socialistes réclament aussi les ristournes qu'on leur a promis, or ça ne vient pas fort vite !

FURET.

UNION

pour de nouveaux progrès

(SUITE DE LA PAGE 1)

Les Aventur's d'einn' Maguett'...

A Min camarad' Meneux d' Bidets.

Y fot que j' t'in racont' ein' bien bonn'.

T'etos cor là l' dimanch' au soir quand in a vindu ein' tiott' maguett' aux enchèr's... In dous's, Delphin', al' a bien bisqué que je n' l'ai point gagnée, parç' qu' al' red' tout l' temps d'in avoir einn'. Ch'est ein' tiot peu pour cha qu' j'avos poussé ein' momint, mais avec l'équip' ed' Liévin épis l'architequ' qui poussot à qui mieux, mieux, j'ai dû m'arriér car j'avos bin vidé l' restant d' min port'monnaie.

Seul'mint, j'ai été estomacé quand au cop de boum chatot ni l'in ni l'autr' qui l'avot, mais que l' maguett' étoit gagnée par ein' impoyé d' banqu'... Bien sûr, y n' l'avot point volée non plus car il avot bien poussé aussi, mais enfin, qu'ess' que t' veux, j'avos été content qu' al' arrienn' ach' per' éconôm du pè'r'inag' obin à M^{me} Roman ; mais, min Marcel Fouguett', avec es' façon d' fair' parler l' maguett' au micro, y l'avot l' coup pour amuser l' mond' tout in tirant les sous des port'monnaie.

Bref, j'étois intrigué par el' ceux qui avot gagné el' tiott' blanqu' maguett' et j'ai voulu savoir d'einn' qu'il étoit. J'ai caché et j'ai trouvé, mais tiens-le bien, t' n' saros point d'viner duss' qu'el' maguett' al' est arquée à la fin...

Quand l'impoyé d' banqu' est rintré tout fier à s' maison avec es' maguett', au lieu d'avoir des félicitations, y s'est fait en'ver. Es' m' n'a rien voulu savoir pour ténir el' maguett'... Alors, el' pour diabl', tout dépit du succès qu'il avot, a été pour offrir el' maguett' aux voisins. Seul'mint, comm' al' n'avot qu'einn' d'zain' ed' jours, les voisins s' sont dit : « Y li fodrot du lait, et comm' ein' n'a point, el' mieux cha s'rot d'el' tuer, ed' fair' ein' bon roti avec ». Mais, cha n' faizot point l'affair' du camarad' qui n' volot point fair' périr ein' si bell' tiott' beitt'...

Au bout ed' trois jours, désolé d' vir qu'el' maguett' al' déperichot et que person' n'in volot, y s'est rappilé que M. Revillon in étoit amateur... Y saut' sur sin vélo avec es' maguett' sous l' bras, et l' v'la parti à mon d' l'architequ', pinsant bin qu'il alloit fair' ein' heureux.

Mais, v'la-ti point qu'el' l'per' éconôm y l'ar'fus' à sin tour. « Non, non, qui fait, c'est vous qui l'avés gagnée, y fot la conserver ; moi je n' saurais qu'en fair' ».

Vraiment, t' sais, el' pour' impoyé étoit pus imbété avec es' maguett' qu'einn' poult' avec ses jonn' ed' canard din l'au. Y suppliot M. Revillon d'y prind' es' maguett' pour l'in débarrasser, quand heureux'mint pour li, les fill's ed' l'architequ' sont arriées et arcomnaissant l' tiott' maguett', al' l'ont tell'mint imbété leur per' qu'il a fini par es' laisser dir' et qu'il a pris l' maguett'.

Qu'oss' t'in dit, mein camarad' ?... Auros-tu jamais cru qu'après avoir fait tant d'invieux, el' tiott' maguett' à Joseph Santy al' aurot fini par ne pu trouver d' per' nourricier ? ?

Mais, l' pus biau, ein' définitiv', ch'est l' prix qu'al' a rapporté pour el' central, hein, mon vieux.

Ech' t'in serr' cinq, et Delphin' aussi.

BAPTICH'.



Pour Copie Conform' :

EL' MENEUX

D' BIDETS.

Règles d'ATTRIBUTION DES PRESTATIONS DE LOGEMENT de la Caisse Autonome Nationale

Bénéficiaires

A) Retraités vieillesse :
1) Pensionnés pour 30 ans au moins de services miniers.
2) Pensionnés pour 15 à 29 ans de services miniers qui ont pris leur retraite à la mine.

B) Invalides :

1) Pensionnés par la Caisse Autonome Nationale pour invalidité générale ou professionnelle s'ils ont accompli 15 ans au moins de services miniers.
2) Pensionnés en vertu de la législation sur les accidents du travail et les maladies d'origine professionnelle pour un taux d'incapacité au moins égal à 50 %.

C) Veuves non remariées :

1) des pensionnés pour vieillesse ou invalidité qui bénéficient à leur décès des prestations de logement.
2) des ouvriers ou employés non pensionnés qui ont accompli 30 ans au moins de services miniers.
3) des ouvriers ou employés décédés en activité de services à la mine.

Conditions d'attribution

A) Pensionnés :

1) Etre marié, veuf ou séparé.
Les pensionnés en instance de divorce, conservent le droit au logement ou à l'indemnité tant que celui-ci n'a pas été prononcé. Toutefois, si l'intéressé a quitté le domicile conjugal en laissant les enfants, il doit être considéré comme ayant renoncé à son droit en faveur de sa femme ; celle-ci continuera donc à bénéficier du logement gratuit, si l'ouvrier était logé, ou, dans le cas contraire, touchera l'indemnité de logement, et ceci jusqu'au prononcé du jugement de divorce.

Le pensionné divorcé n'a naturellement droit à l'indemnité que si, après le divorce, il reste soutien de famille au sens défini ci-dessous. Si les époux, divorcés travaillaient tous deux à la mine, le droit au logement ou à l'indemnité n'est maintenu qu'à celui des deux conjoints qui reste soutien de famille. Toutefois s'il y a partage entre eux des enfants, tous deux bénéficient soit du logement, soit de l'indemnité à con-

dition d'être soutien de famille. Enfin, le pensionné vivant en concubinage n'a droit à l'indemnité que si à son foyer vivent des enfants faisant partie de la famille au sens de l'article 23 de l'ordonnance 45-2454 du 19 Octobre 1945.

2) S'il est célibataire ou divorcé, il faut qu'il soit soutien de famille au sens de l'article 23 de l'ordonnance du 19 Octobre 1945, c'est-à-dire qu'il ait à sa charge une des personnes énumérées ci-dessous :

- a) un ou plusieurs enfants légitimes, naturels reconnus ou non, recueillis, adoptifs ou pupilles de la Nation dont l'intéressé est le tuteur.
- de moins de 16 ans
- de moins de 17 ans placés en apprentissage
- de moins de 20 ans qui poursuivent leurs études

ou ceux qui, quel que soit leur âge, sont infirmes ou incurables (incapacité permanente de se livrer à un travail salarié).

b) un ascendant, un frère ou une sœur vivant sous le même toit dépourvu de ressources ou dont les ressources totales soient inférieures à la moitié du salaire moyen départemental.

2) Veuves

Pour les veuves, il n'est pas nécessaire qu'elles soient soutien de famille, il suffit qu'elles ne soient pas remariées.

Taux

C'est la qualité de l'intéressé au moment où il a terminé sa carrière à la mine qui permet de le ranger dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessous visées (voir tableau en bas de l'article)

Perte du droit

au logement

Le pensionné ou la veuve, qui refusent un logement offert par la mine ou quittent volontairement un logement mis à leur disposition par la mine n'ont pas droit à l'indemnité de logement.

Cumul

Le pensionné conserve le droit

au logement même s'il va habiter avec un agent en activité ou pensionné logé par l'exploitation ou bénéficiant de l'indemnité de logement.

Service de l'indemnité de logement

En règle générale, l'employeur (ou la société) pour lequel le bénéficiaire a travaillé en dernier lieu versera l'indemnité de logement.

Exception : Si cette exploitation ou la société à laquelle elle appartenait a disparu, le pensionné s'adressera à la Caisse Autonome Nationale.

Examen pratique

des droits au logement

PAR LES SERVICES DE LA C. A. N.

a) Détermination des droits.

Pour les années 1947 et 1948, l'allocation étant payée par le dernier employeur, la Caisse Autonome Nationale n'a à intervenir que lorsque la dernière exploitation dans laquelle l'intéressé a travaillé est disparue.

Dans ce dernier cas, les pièces qui sont dans le dossier du pensionné permettront souvent de déterminer :

- 1) si l'intéressé est marié ou soutien de famille,
- 2) s'il a terminé sa carrière en qualité d'ouvrier, d'employé, d'agent de maîtrise ou d'ingénieur,
- 3) s'il a des enfants à charge.

Si les pièces en possession de la Caisse Autonome Nationale ne le permettent pas, il faudra déterminer les droits du pensionné par une enquête effectuée au moyen du questionnaire.

La liquidation sera faite sur des papillons spéciaux qui seront collés au verso de la couverture cartonnée du dossier.

b) Les bons

Aucun bon n'est envoyé pendant la période d'instruction de la demande. Ils sont envoyés par le Service de l'ordonnement et joints au livret de pension.

Affiliations aux Caisses de Secours

Pensionnés

Nous recevons de nombreuses demandes de renseignements de la part de nos camarades pensionnés qui éprouvent des difficultés à obtenir des Caisses de Secours leur affiliation leur permettant de bénéficier des prestations de ces dernières.

NOUS RAPPELONS A LEUR INTENTION

Les dispositions des Articles 9 et 99 du décret du 27 Novembre 1946 instituant la Sécurité Sociale dans les Mines et son application :
Sont obligatoirement affiliés aux Sociétés de Secours en vue du service des prestations en matière des assurances maladie et maternité.

Les anciens travailleurs titulaires soit d'une pension de vieillesse proportionnelle ou non-male, soit d'une pension d'invalidité.

Les veuves de pensionnés de travail ou de services, de père et de mère, bénéficiaires d'une allocation servie au titre du régime de Sécurité Sociale dans les Mines.

L'affiliation des personnes appartenant aux trois catégories susvisées, est subordonnée au fait que les intéressés n'effectuent aucun travail salarié. Par contre ces derniers peuvent bénéficier, de la part de la Caisse de Secours, des prestations en nature des assurances maladie - maternité, tout en exerçant une profession libérale, artisanale, industrielle ou commerciale.

Pratiquement ils doivent être affiliés à la Caisse de Secours de la circonscription où ils ont exercé leur dernière activité minière.

En ce qui concerne les veuves de pensionnés de travailleurs décédés en activité de service ou pensionnés, ainsi que les orphelins de père et de mère ils doivent être affiliés à la Société de Secours minière dans la circonscription de laquelle le chef de famille a exercé sa dernière activité minière.

Les dispositions qui précèdent doivent être appliquées par les Sociétés de Secours quelque soit le lieu de résidence actuel de l'intéressé sous réserve toutefois qu'il n'exerce aucune activité salariée.

Dernière remarque - Pour rassurer nos camarades pensionnés qui, pour des raisons que nous ne voulons développer ici, ont repris un petit travail en dehors de la mine et sont de ce fait affiliés au

régime de Sécurité Sociale générale.
Ils bénéficient pendant le temps où ils sont salariés au sens du régime général des prestations de ce régime.

Ce n'est que lorsqu'ils auront cessé toutes activités qu'ils pourront être affiliés ou réaffiliés suivant le cas au régime minier des Caisses de Secours.

Application de l'article 99 - Ayant droit de l'affilié.

Le conjoint de l'affilié ne peut bénéficier des dites prestations chaque fois qu'il est :

— inscrit au registre des métiers ou du commerce.

— Ou exerce une profession libérale.

Ou bénéficie du régime général ou d'un régime spécial de sécurité sociale.

S'il s'agit de l'ascendant, de la descendante, de la parente jusqu'au 3ème degré ou de l'affilié au même degré de l'affilié, ils ne peuvent être considérés comme membres de la famille au sens de l'article 99, qu'à condition de vivre sous le toit de l'affilié et de ne pas être personnellement affilié à un régime de sécurité sociale ou inscrit au rôle de l'impôt général sur le revenu.

La descendante, la parente, l'affilié, doivent en outre remplir la condition de se consacrer exclusivement aux travaux du ménage et à l'éducation des deux enfants ou plus, âgés de moins de 14 ans,

à la charge de l'affilié ou être âgés d'au moins 65 ans.

F. PIERRAIN.

Femmes d'assurés

CAS PARTICULIERS.

Par circulaire SS 89, la Caisse Autonome Nationale a informé les Unions Régionales des dispositions ci-dessous exposées :

"Qu'aucune disposition ne permette d'écarter du bénéfice des prestations de l'Assurance Maladie - Longue Maladie - Maternité, les femmes d'affiliés séparées de corps ou séparées de fait, sous réserve, conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 27 Novembre 1946 qu'elles ne soient inscrites ni au registre des métiers, ni au registre du Commerce, qu'elles n'exercent pas une activité libérale ou qu'elles ne bénéficient pas des prestations du Régime Général de Sécurité Sociale, ou d'un autre régime particulier de Sécurité Sociale, du fait d'une activité salariée."

En conséquence, il y a lieu d'accorder le bénéfice des prestations Maladie - Longue Maladie - Maternité, aux femmes séparées de corps ou de fait sous réserve des dispositions reprises ci-dessus.

Les Droits des Veuves de Guerre

Dans le No d'Avril de l'Echo des Mines, nous faisons état de l'intervention de la Fédération en faveur des veuves de guerre, dont les droits à l'allocation de logement et chauffage n'étaient pas fixés.

Suite à cette intervention, le Ministre de l'Industrie et du Commerce a publié la circulaire ci-dessous :

PARIS, le 7 Mai 1948

DIRECTION DES MINES

Circulaire :
P DMP 32.961
P DM 353

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce à messieurs les Ingénieurs en chef des Mines.

OBJET : Chauffage et logement des veuves de guerre.

Les conditions dans lesquelles les veuves de mineurs peuvent bénéficier, d'une part, d'une allocation de combustible, d'une indemnité compensatrice ou d'une prime de chauffage, d'autre part d'une indemnité de logement, ont déjà fait l'objet de mes circulaires P DM 237 du 6 Août 1946, P DM 323 du 18 Novembre 1947 et P DM 346 du 20 Mars 1948.

Mais dans aucune d'elles il n'a été question explicitement du cas des "veuves de guerre", c'est-à-dire, aux termes du décret du 27 Novembre 1946, les veuves de membres du personnel décédés du fait de la guerre, soit pendant qu'ils étaient mobilisés, soit pendant une période au cours de laquelle ils ont cessé le travail dans une exploitation minière ou assimilée du fait de la guerre ou des circonstances politiques nées de celles-ci. Or, d'après les articles 264 et 267 du décret du 27 Novembre 1946 les périodes en question et celles de mobilisation entrent en

compte, dans certaines conditions prévues dans le dit décret et leur calcul.

Pour cette raison, la Caisse Autonome Nationale assimile le cas d'un affilié décédé en activité de service et attribue à leurs veuves la pension prévue à l'article 157 du décret du 27 Novembre 1946, s'il avait accompli les conditions de travail fixées à l'article 157.

Dans ces conditions, conformément aux dispositions de l'article 23 du décret du 14 Juin 1946 et de la circulaire P DM 346 du 20 Mars 1948, les veuves de guerre ont droit à l'indemnité de logement.

En ce qui concerne la prestation de chauffage (attribution en nature, indemnité compensatrice, ou prime de chauffage) la situation est un peu différente, puisque, ni d'après la décision interministérielle du 16 Juin 1947, la veuve d'un membre du personnel décédé en activité de service n'a droit à cette prestation, son mari ne remplissant pas les conditions indiquées au paragraphe B, 10, c de ladite circulaire. D'autre part, la prestation de chauffage, qui n'est pas uniforme pour toutes les catégories de mine comme celle de logement, présente un caractère assez différent de celui de cette dernière. Néanmoins, pour tenir compte de la situation spéciale des "veuves de guerre" on leur appliquera la disposition figurant à titre provisoire au paragraphe B, 10, b-2 de la circulaire P DM 323, c'est-à-dire qu'elles recevront l'attribution de combustible ou l'indemnité compensatrice, si au moment de son décès, leur mari avait accompli au moins 10 ans de services miniers, dont 3 ans au moins dans les mines de charbon.

LE DIRECTEUR DES MINES
Signé : PERRINEAU

LA SILICOSE Maladie Professionnelle

VOS DROITS :

Dans le dernier numéro de l'Echo des Mines, nous avons vu ce qu'est la silicose et comment elle se déclare.

Nous allons aujourd'hui étudier ensemble le champ d'application de la loi du 2 Août 1945, reconnaissant la silicose comme maladie professionnelle.

Champ d'Application

Les établissements ou parties d'établissements dans lesquels l'ensemble des ouvriers est présumé exposé aux risques de la silicose sont prévus par des arrêtés ministériels. L'article 1er de l'ordonnance du 2 Août 1945, donne un tableau détaillé des travaux prévus comme exposant les travailleurs aux risques de la silicose.

Ces travaux sont :

Les travaux de forage, d'abatage, d'extraction de minerais ou de roches siliceuses, ou amiantifères, de broyage, de concassage, de laminage et manipulation à sec des minerais ou de roches siliceuses, de taille, de polissage de roches siliceuses, de poudre à nettoyer ou d'autres produits renfermant de la silice libre. Fabrica-

tion de carborundum, du verre, de la porcelaine, de la faïence et autres poteries de sable (démouillage, ébarbage, dressage).

Travaux de meulage, polissage, aiguisage, effectués à sec au moyen de meules à grès.

Travaux de décapage ou de polissage au jet de sable, carde, filature et tissage de l'amiante.

En termes précis, l'article 2 de l'ordonnance du 2-8-45 dit que tout personnel occupé dans un établissement (dans les travaux énumérés ci-dessus) est couvert par la législation. Puisque l'ensemble des ouvriers est considéré comme exposé aux risques de la silicose, il est bien entendu que l'employeur a le droit de prouver, le cas échéant, que l'intéressé n'a pas été occupé habituellement à des travaux figurant au tableau de la silicose.

Une remarque importante, c'est que la réparation de cette maladie se base sur cette particularité que la silicose qui est une affection chronique ne donne pas lieu habituellement à des manifestations aiguës. Parce qu'elle n'évolue que lentement, la loi dans son article 4 prévoit que la silicose ne donne pas lieu au paiement par les employeurs des indemnités et pres-

Suite en page 4

Quelques REPONSES aux demandes de RENSEIGNEMENTS

R. B. de Béthune.

J'ai été blessé le 16 Juillet 1947, le tribunal civil de Béthune à qui je me suis adressé m'a répondu que cela n'était plus de son ressort. A qui m'adresser ?

REPONSE - Une rente vous sera allouée par la Commission paritaire de votre groupe ; c'est au service du contentieux que vous devez vous adresser.

A titre d'information, je vous signale que pour l'instant il existe trois sortes de législations pour l'attribution d'une rente A.T.

1) - Pour ceux qui ont été blessés avant le 1er Janvier 1947. Ils sont régis par la loi du 9 Avril 1898 modifiée par celle du 1er Juillet 1938. Ces accidents sont conciliés par les tribunaux civils.

2) - Ceux blessés entre le 1er Janvier et le 31 Décembre 1947, sont régis par les commissions paritaires de groupe instituées en vertu du régime transitoire (décret du 16 Janvier 1947, art. 7 de la Sécurité Sociale Minière) qui prend fin le 31 Décembre 1947.

3) - A partir du 1er Janvier 1948, le régime des accidents de travail est pris en charge par les caisses de Sécurité Sociale Minière (caisses de Secours). Cette situation des 3 législations cessera le jour où les blessés repris par les deux lois citées plus haut auront été conciliés (ce qui va encore demander quelques années).

M. S. de Montigny.

Je suis pensionné d'invalidité générale par la C.A.N. Au mois de Septembre 1947 je me suis vu attribuer une rente de maladie professionnelle (silicose) mais je me suis aperçu avec surprise que la C.A.N. me retenait le montant de ma rente sur ma pension d'invalidité. Pourquoi cela ?

REPONSE - Le règlement de la C.A.N. stipule dans son article 33 que tout le temps que vous serez pensionné d'invalidité vous ne pourrez pas cumuler. Pension et Rente comprise ne doivent pas dépasser

le taux fixé pour l'invalidité générale. Il est bien entendu que cet état de chose cessera le jour où votre pension d'invalidité sera échangée en pension de vieillesse.

A. L. de Rouvray.

Une veuve a deux enfants âgés respectivement de 14 et 16 ans et demi. Elle ne touche plus qu'une seule rente d'orphelin alors que la loi du 30 Octobre 1946 dit que les orphelins ont droit de toucher la Rente jusqu'à 17 ou 20 ans.

REPONSE - Ces orphelins sont régis par la loi du 9 Avril 1898 qui prévoit que la rente cesse le jour où les orphelins ont atteint l'âge de 16 ans. La loi du 30 Octobre 1946 dans son article 53 dit en substance :

La limite d'âge fixée pour les enfants est portée à 17 ans si l'enfant est placé en apprentissage, soit à 20 ans s'il poursuit ses études ou si par suite d'infirmité ou maladie incurable il est dans l'impossibilité de se livrer à un travail salarié.

Cette loi ne s'applique qu'à ceux qui sont devenus orphelins depuis le 1er Janvier 1947.

Ceux antérieurs à la loi n'y ont pas droit.

L.G. de Marles.

Le Tribunal de Béthune m'a alloué une rente A.T. le 23 Février 1945. DEPUIS, mon état s'est aggravé. Puis-je demander une révision de mon taux d'incapacité ?

REPONSE - Cher ami, il est malheureusement trop tard pour vous faire cette demande, l'article 19 de la loi du 9 Avril 1898 dit que la victime a un délai de 3 ans à partir du jour de la conciliation pour intenter une action en révision ; votre demande aurait dû être faite avant le 23 Février 1948, maintenant il y a forclusion.

N'HESITEZ PAS A NOUS DEMANDER DES RENSEIGNEMENTS, NOUS NOUS FERONS UN PLAISIR DE VOUS REPONDRE.

Jean GALLET

Service des Accidents

Avis important

Toutes demandes de renseignements concernant les accidents du travail, doivent être adressées à Jean GALLET, 19-21, Rue Diderot à Lens ; ceci afin d'éviter que votre lettre ne traîne dans un autre courrier ; cela nous permettra de vous répondre sans retard ; et faciliter le travail de chaque responsable des services des permanences.

Admission pour ordre à la pension minière d'invalidité

Les ouvriers ou employés des mines qui, par suite de maladie, blessure ou usure prématurée de l'organisme, sont atteints d'une invalidité générale au moins égale aux deux tiers ou ont subi un déclassement professionnel important, et qui, par ailleurs, sont titulaires d'une rente pour accident du travail ou maladie professionnelle d'un montant supérieur à la pension minière d'invalidité correspondant à leur situation au regard de la législation sur la Sécurité sociale dans les mines, peuvent faire valoir leurs droits à une admission pour ordre à la pension minière d'invalidité.

Une admission de cette nature, leur garantira, en effet, éventuellement, les avantages accessoires à cette pension, tels que : l'allocation

de chauffage et l'indemnité de logement et est susceptible d'assurer, en outre, à leurs ayants droit, le cas échéant, le bénéfice de l'allocation au décès de l'allocation mentionnée d'orphelin et de la pension de veuve prévue lorsque le mari n'a accompli que 3 à 14 ans de services miniers ou assimilés.

Les ayants droit des ouvriers et employés des mines décédés après le 1er Janvier 1947 peuvent solliciter cette admission pour ordre au nom du défunt.

Toute demande d'admission pour ordre à la pension minière d'invalidité doit être adressée à la Société de secours minière à laquelle était affilié en dernier lieu l'ouvrier ou l'employé des mines.

LA SILICOSE

SUITE DE LA PAGE 3

l'attribution allouée aux Accidents du Travail atteint d'une incapacité temporaire.

Dans le 2ème alinéa de l'article 4 il est dit que le droit aux rentes prévues par la législation en matière de réparation dans les cas d'incapacité permanente ou de mort, n'est ouvert que si la durée de l'emploi en une ou plusieurs périodes ou chez différents exploitants est au moins égale à 5 ans.

Le délai peut être réduit à 2 ans s'il est prouvé que la victime est atteinte de silicose NETTE à manifestation fonctionnelle précise.

Ces délais n'ouvrent pas forcément le droit à une rente. Il faut que la manifestation de la maladie détermine une incapacité permanente et que celle-ci soit constatée. Les termes de l'article 5 de la loi ne laissent aucun doute possible à cet égard.

Les dispositions prévues à l'article 5 consacrent le caractère préventif de la loi qui vise à éviter le caractère technique de cette maladie en instituant une indemnité de changement d'emploi.

L'indemnité de changement d'emploi est accordée à l'ouvrier dont le changement est nécessaire pour éviter une aggravation de son état.

Celui-ci est tenu à quitter son (délai qui peut être réduit) et cela à compter de la date du certificat établi par un médecin inspecteur du travail, celui-ci saisi par la déclaration de la maladie.

L'indemnité de changement d'emploi est égale à trente jours de salaire par année d'exposition aux risques, sans pouvoir dépasser 150 jours de salaire. Le salaire servant de base de calcul de l'indemnité est le salaire moyen des ouvriers de même catégorie de l'entreprise dans laquelle l'ouvrier a été exposé aux risques de la silicose, tel qu'il est fixé à l'expiration du délai où le travailleur quitte son emploi. (Article 6)

De tout cela une remarque s'impose, c'est que la silicose ouvre droit à deux sortes de réparations : 1) - à une rente, quand l'accidenté a été pendant 5 ans exposé aux risques et cela à condition qu'il soit atteint d'une incapacité permanente de travail.

2) - à l'indemnité de changement d'emploi quand l'ouvrier qui est exposé au risque et ne demeure atteint d'aucune incapacité. Cette indemnité est acquise au travailleur ou à ses ayants droits.

L'article 7 dit que les contestations relatives à l'indemnité citée ci-dessus sont soumises aux règles de compétence applicables en matière d'indemnité journalière en vertu de l'article 15 de la loi du 9 Avril 1898.

Le droit à l'indemnité de changement d'emploi est subordonné à la déclaration prévue à l'article 8 qui, en substance, dit ceci :

« Tout cas de silicose doit faire l'objet de la part de la victime « de la déclaration exigée par l'article 5 de la loi du 25 Octobre 1919, même si le certificat du Docteur ne conclut qu'à un changement d'emploi.

L'indemnité de changement d'emploi ne se cumule pas avec l'indemnité d'une rente et ne peut être attribuée qu'une seule fois.

L'ouvrier qui a reçu une indemnité de changement d'emploi ne perd pas pour autant le bénéfice

d'une réparation. Il peut, si son état s'aggrave, intenter une action en révision en vue de l'attribution d'une rente; mais pour cela il faut qu'il ait rempli les conditions d'exposition aux risques définies à l'article 4. Le délai de révision est, dans tous les cas, porté à 8 ans (article 10).

L'ouvrier bénéficiaire d'une rente ou d'une indemnité de changement d'emploi ne peut être occupé à des travaux énumérés au tableau de la silicose. La loi punit d'une amende de 200 à 5.000 francs tout employeur qui enfreindra sciemment les dispositions ci-dessus (article 11).

Le délai de responsabilité est porté à 10 ans pour les travailleurs qui font constater la maladie pendant les 5 années qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et qui ont cessé d'être exposés aux risques depuis plus de 5 ans à la même date (article 14).

Aux termes de cette deuxième partie de notre exposé sur la silicose, nous voudrions vous signaler les quelques injustices les plus flagrantes que nous avons pu remarquer dans cette ordonnance.

« Pour bénéficier d'une rente au titre de la silicose, il faut avoir effectué 5 ans de travaux dangereux (travaux-bancs rochage).

Cependant, nombreux sont les ouvriers qui n'ont presque jamais travaillé dans ces endroits (dits dangereux) et qui sont atteints de silicose. De nombreux Docteurs compétents en matière de pneumoconiose le reconnaissent.

A notre avis, tout ouvrier reconnu par un médecin inspecteur du travail comme atteint de silicose doit avoir droit à réparation, même s'il n'a pas à son actif des "travaux dangereux". Nous considérons que la cessation du risque doit être fonction, non pas du jour où il cesse les travaux énumérés comme dangereux, mais du jour où il doit quitter le fond de la mine.

« Le texte de l'ordonnance prévoit l'atténuation de la responsabilité de l'employeur, permettant ainsi une dégressivité du dommage subi dans les conditions suivantes :
« L'ouvrier qui a cessé d'être exposé aux risques depuis plus d'un an verra sa rente réduite de 1 cinquième; de 2 cinquièmes après deux ans de cessation et ainsi de suite pour arriver à ne plus avoir droit à rien s'il ne fait sa déclaration de maladie qu'après un délai de 5 ans.

Ce texte condamne nos vieux mineurs à ne pouvoir prétendre à aucune réparation.

Il faut que les ministères intéressés se rendent compte de la maladresse pour ne pas dire de l'injustice commise car on ne peut pas dire que c'est réparer que payer une rente annuelle de 5 f 58 à un silicotique (15 %) parce que l'employeur a vu sa responsabilité atténuée par les délais de présomption.

La justice la plus élémentaire demande une révision sur une échelle plus humaine de celle loi sur la silicose. C'est ce à quoi notre organisation syndicale s'emploie sans désespérer.

(à suivre) Jean GALLET

Réunion du Conseil Fédéral

Au moment où nous mettons sous presse s'achève une importante session du Conseil de la Fédération Nationale. Les réunions se sont tenues au siège de la C.F.T.C., les différentes catégories minières (houille, fer, potasse, pyrite, ardouilles, etc.) s'y trouvant largement représentées tant du côté ouvrier que du côté employeur.

Les nationalisations, la Sécurité Sociale Minière, les Comités d'Entreprise, le Statut du Mineur, etc., ont fait l'objet de larges discussions en réunions plénières, ouvriers et employés se réunissant en commissions spéciales pour étudier les questions qui leur sont propres.

En ce qui concerne les salaires et les prix, le Conseil Syndical a approuvé unanimement la constitution du cartel Interconfédéral C.F.T.C.-C.G.T.-F.O. et a adopté une importante résolution attirant l'attention du Bureau Confédéral et du Gouvernement sur l'urgence qu'il y a à apporter des résultats concrets et immédiats dans le sens de la baisse des prix.

Les délégués ont été unanimes à réclamer du Gouvernement l'exercice d'une réelle autorité et le châtiment des spéculateurs qui freinent délibérément l'action engagée.

Le lundi 7 Juin, les délégués du Conseil Fédéral ont été reçus par Monsieur CHANUT, Directeur du Cabinet de Monsieur LACOSTE, Ministre de l'Industrie et du Commerce à qui ils ont exposé et commenté les différentes revendications de la Fédération sur les questions d'ordre général ou celles intéressant plus particulièrement les ouvriers ou les employés des mines de différentes substances.

Après avoir discuté d'une motion déposée par les Syndicats du Bassin de la Loire, le Conseil Fédéral a décidé que le Congrès National se réunirait les 25 et 26 Septembre prochain.

Dès à présent, le Conseil Fédéral appelle l'ensemble des syndicats affiliés à prendre toutes dispositions utiles en vue de faire assurer leur représentation à ce Congrès qui tiendra ses assises à Paris au siège de la C.F.T.C.

Toutes dispositions sont prises pour intéresser les syndicats à l'élaboration des rapports portant sur les questions inscrites à l'ordre du jour, les syndicats affiliés recevant toutes instructions nécessaires.

J. SAUTY.

LES RENTES d'Accidents du Travail

La Commission du Travail a nommé notre camarade Henri MECK, rapporteur des propositions de loi présentées par les groupes M.R.P. et S.F.I.O., tendant à procéder à une nouvelle majoration des rentes "accidents du travail" dans l'industrie et le commerce.

On se souvient que le 23 Décembre dernier, sur un rapport de M. Henri MECK, l'Assemblée avait voté une majoration de ces rentes, variant entre 50 et 100 %, qui entra en vigueur avec effet rétroactif au 1er Septembre 1947 (loi du 12 Janvier).

Imprimerie Coopérative de la Centrale rue Diderot - Lens. Le Gérant : J. Sauty

Notre Grande Famille...

NAISSANCES

CHRISTIAN, au foyer de Jean FASQUELLE, des mineurs de Cauchy.

MURIEL, au foyer de Georges RIQUIER, des mineurs de Calonne.

MARIE - ANDREE, au foyer d'Henri LOUCHART, des infirmiers d'Auchel.

CLAUDE, au foyer de André BAILLEUX, des mineurs de Calonne.

MARIE - FRANCOISE, fille de Emile CHIREZ et de Madame, tous des Employés de Courrières.

MARIE, 6ème enfant au foyer de Gabriel GUILLY, de la section d'Houdain.

BERNARD, au foyer de Joseph SIX, des Employés de la Concession de Béthune.

BERNADETTE, au foyer de Maurice GUELTON, des Employés de la Concession de Béthune et neveu de l'abbé GUELTON, aumônier du travail.

JEAN-MARIE, petit-fils de Henri MAUREL, des Employés de la Concession de Béthune.

JOEL, au foyer d'André LEFEBVRE, des Employés de la Concession de Béthune.

MARIE-CLAIRE, au foyer d'Alfred HOUCHE, des Agents de maîtrise de la Concession de Béthune.

MICHEL, au foyer de Marceau DECAMP, des Employés de Courrières.

BRIGITTE, au foyer de René CHOPIN, des Employés de pulpy.

MARIE, 1er enfant au foyer de Marcel MENARD, de la section du rail de Marles.

VIVIANE, au foyer de Gilbert DESRUELLE, de la section d'Auchel.

RICHARD, au foyer de ERECK, de la section polonoise de Marles.

MONIQUE, au foyer de Maxime DUBUS, de la section de Lapugnoy.

EVELYNE, au foyer de Jean-Paul KRUSZYNSKI, de la section polonoise de La Clarence.

MONIQUE, au foyer de Robert AMARD, délégué suppléant du personnel aux Bureaux Centraux d'Aniche.

MARIE-CLAIRE, au foyer de Monsieur et Madame DESBONNET-WATIER, des Employés de Douai.

MAURICE, au foyer de Jules THIETARD, de la section de Liévin-Centre.

RENE JEAN MICHEL, au foyer de René ROUSSEL, secrétaire permanent des Mineurs du Douaisis.

MARIAGES

De Robert TABARY, des Employés de Courrières, avec Mademoiselle Yvette LESAGE.

De Roger TAVERNE, de la section d'Houdain avec Mademoiselle Gisele LE MEN.

De Othello VIGNY, dirigeant fédéral jociste de la section de Grenay, avec Mademoiselle Georgina LAKOWICK, dirigeante fédérale jociste.

HARNES

Nous publions ci-dessous le compte-rendu d'une réunion qui nous a été communiquée par nos camarades de la section d'Harnes. Il nous a été impossible de l'insérer dans notre numéro de Mai. Nos camarades voudront bien nous en excuser.

Le 11 Avril dernier la section d'Harnes du Syndicat Libre des Mineurs a tenu son Assemblée Générale avec le concours de nos camarades Marcel FAUQUETTE et Joseph SAUTY.

De nombreux camarades avaient tenu à assister à cette réunion et ils ne le regretteront pas...

Tout d'abord, le Président présenta la composition du bureau et demanda à l'assemblée de se prononcer ; la ratification fut faite à l'unanimité.

Le Secrétaire - permanent du Groupe de Courrières, notre camarade Marcel FAUQUETTE prit ensuite la parole pour traiter de différentes questions et notamment de l'activité de nos représentants à la Caisse de Secours.

Joseph SAUTY, Secrétaire - Général du Syndicat Libre des Mineurs fit un large tour d'horizon. Retraçant les débuts du Syndicat Libre des Mineurs, il rappela ses luttes, ses innombrables combats pour la défense de la Liberté Syndicale et fit la démonstration de l'indépendance de la C.F.T.C. dans son action pour la défense de la dignité des travailleurs du point de vue moral et matériel.

Il souligna particulièrement la position de la C.F.T.C. devant le problème des salaires et des prix et fit comprendre à l'assemblée la nécessité pour chacun d'agir afin de gagner définitivement la bataille engagée et de laquelle dépend l'amélioration du pouvoir d'achat des masses laborieuses, cette action portant plus particulièrement sur les Pouvoirs Publics afin d'assurer à nos familles ouvrières un ravitaillement normal à des prix normaux, condition du bien-être auquel elles aspirent légitimement.

Après la Marche des Travailleurs Chrétiens la séance fut levée et nos camarades se retirèrent enchantés de cette réunion qui fera date dans les annales de notre section d'Harnes.

Emile DELVALLEE
Secrétaire - Adjoint.

De Roger DENEUVILLE, des Employés de Bully avec Mademoiselle Monique BOULEN.

De René VAN DAELE, avec Mademoiselle Germaine LEFEBVRE, des Employés d'Aniche.

De Maurice LOBBY, avec Mademoiselle Gisele GRALLE, des Employés d'Aniche.

De Raymond WATTIAUX, des mineurs du 6 bis, avec Mademoiselle Céline LEMAIRE, fille d'Emile, de la section du 6 bis d'Hénin-Liétard.

De Roland CUISSE, de la section de Lens fosse 14.

avec Mademoiselle Mathilde PEZDEVSEK.

De Gérard DELAURE, de la section des A. d. r. Centraux avec Mademoiselle Claudine DEHAINE, fille d'Albert DEHAINE, président des Employés de Noeux.

DECES

Fernand LOURME, père de Camille LOURME, des Employés de Courrières.

Germain OPIGEZ, de la section fosse 6, Labourse.

Augustin SEVIN, beau-père de Jules DEVRINE, des Employés de la Concession de Béthune.

Désire HOULIEZ, beau-père de Léon QUEVY, des Employés de la Concession de Béthune.

Roland DUQUESNOY, (23 ans) frère de Robert, membre de la section de Noyelles - Godault, tué à Hué (Indochine) le 11-3-48.

Jules CARON, père de Désiré CARON, de la section de Loos-en-Gohelle.

Emile DELENGAIGNE, Ingénieur, tué à Kénadza, neveu de Fernand et Gaston DELENGAIGNE, des cheminots de Vungles.

Joseph KONIECZNY, de la section polonoise de Marles.

Nelly FOUCART, fille d'Henri FOUCART, des Employés de Liévin.

Madame Veuve DUFLOT, gendre de Marie-Louise DEMARET, membre du comité d'établissement des Bureaux Centraux d'Aniche.

Benjamin RAMON, fils de Gilbert de la section de Lens fosse 14.

Le 6 Juin ont eu lieu à Méricourt - sous - Lens les funérailles de notre camarade Jules LEFEBVRE, dont le corps a été ramené d'Allemagne où il fut victime d'un accident mortel se trouvant en cavité.

A sa veuve, à toute sa famille, nous renouvelons l'expression de nos chrétiennes condoléances.

Décoration

Cyriaque Lefebvre, de la section de Noeux, vient de se voir attribuer la médaille d'Alsace pour dévouements aux œuvres de la paroisse Saint-Martin. Nos félicitations.

Bruay-Thiers

Les camarades adhérents de la section de Bruay-Thiers, soit instantanément invités à la réunion qui aura lieu le 25 Juin à 18 h. 30, à la salle des fêtes de Thiers.

Nous sommes assurés de la présence de notre camarade Edmond SZYMANSKI, secrétaire - permanent du groupe.

Camarades de Bruay - Thiers, soyons disciplinés, tous présents à la réunion.

A. ERBUER.

SALLAUMINES

Le bureau s'est réuni le dimanche 23 Mai au siège. Les camarades trouveront ici les noms des responsables du bureau :

Président : Charles Brunelot

Trésorier : Ernest Letoquard

Collecteurs de quartier : E. Letoquard, R. Tétin, F. Duquesnoy, Brucelle, Champion, Debeugny, Legros, Buccart et Jasinski.

Caisse de Secours de Courrières

Pour toutes réclamations ayant trait aux droits des affiliés aux Caisse de Secours. Nos camarades trouveront ici les noms et adresses des responsables par secteur :

Pour le secteur Ouest (fosses 3-4-5-13) : Robert Tétin, 4, rue de Château - Thierry, Sallaumines.

Charles Brunelot, Route Nationale, Sallaumines.

Pour le secteur Nord (fosses 21-8-9-24) : Charles Lestienne, route d'Harnes, Montigny - en-Gohelle, Benoît Peccou, 34, rue de la Briqueterie, Harnes, Eugène Hette, route de Loison, Loison.

Pour le secteur sud (fosses 6-10) Marcel Fauquette, 68, rue Emile Zola, Billy-Montigny.

Nos administrateurs de la Caisse de Secours se feront un plaisir de renseigner les camarades ouvriers et employés qui s'adresseront à eux.

Chez les Employés des Mines...

LA SEMAINE ANGLAISE

Au cours de l'entrevue du bureau fédéral Nord - Pas-de-Calais avec la direction générale du bassin, la question avait été longuement débattue. La délégation des employés avait fait valoir tous les arguments nécessaires pour l'instaurer dans tous les groupes de la semaine anglaise. S'il n'a pas été malheureusement possible de convaincre complètement la direction représentant l'exploitant qui s'abriterait derrière l'application par paliers.

Un premier stade d'application est entré en vigueur depuis le 1er Juin dans quelques groupes. L'horaire de travail a été fixé de manière à ce que les employés puissent terminer la semaine le samedi vers 4 h et demi.

Sans doute, ce n'est pas ce qu'auraient désiré nos camarades employés qui ne comprennent pas que quelques groupes pratiquent la semaine

anglaise alors que dans d'autres, on est plus réticent. « Ce sont les Houillères partantes » disent-ils et ce que l'on peut faire dans un groupe, on doit pouvoir le faire ailleurs. C'est aussi notre avis et c'est le point de vue que nous nous sommes efforcés de faire triompher.

Sans doute, nous n'avons réussi qu'à demi-mesure nous avons préféré aussi tenir ce cours. Ce que nous avons obtenu est un premier pas. C'est un progrès. Et qu'il y a un progrès ne s'apprécie-t-il pas ? Il y a un résultat. Nous savons bien que des gens d'ont : c'est tout ce que nous avons obtenu. Pour nous, nous avons préféré et faire avancer la question. Notre revendication demeure entière et nous finirons par la faire aboutir complètement. Que nos camarades nous fassent confiance et profitent du premier résultat acquis.

Louis DELABY.

Les 3 et 4 Juillet prochains :

Notre XVII^{me} CONGRES

du Syndicat Libre des Mineurs

Conformément à la décision prise par le Bureau Central au cours de sa réunion du 30 Mai, le Congrès annuel du Syndicat Libre des Mineurs se tiendra les 3 et 4 Juillet prochains.

Le discours de clôture sera prononcé par Louis BEUGNIEZ, Président de la Commission du Travail de l'Assemblée Nationale.

A TOUS LES MILITANTS

Les sections recevront à temps utile le texte du Rapport Moral pour en discuter. Nous les prions instamment de se faire représenter aux réunions fédérales organisées en vue du Congrès.

Comme chaque année, les Commissions se réuniront le premier jour du Congrès à 14 HEURES ;

Centrale des Syndicats Libres & LENS. Dès à présent nous invitons tous les délégués à prendre toutes dispositions utiles afin d'être présents aux réunions de ces commissions, lesquelles ont pour tâche essentielle de discuter des rapports présentés et préparer les motions et vœux s'y apparentant.

Camarades militants, comme les années précédentes notre Congrès de 1948 doit remporter un magnifique succès, il attestera des progrès réalisés depuis l'an dernier de la grande vitalité de notre mouvement...

Vive le Syndicat Libre des Mineurs.

Vive la C.F.T.C.

La Commission Exécutive.

Quelques bons moyens de tuer le syndicat et le syndicalisme

- 1) - Ne pas assister aux réunions
- 2) - Y arriver trop tard
- 3) - Critiquer sans cesse le travail des dirigeants et militants
- 4) - N'accepter jamais de poste et laisser "CA" aux autres
- 5) - Ou accepter mais ne rien faire ce qui est pis
- 6) - Ne rien dire à la réunion et applaudir... Mais en sortant dire à tout le monde ce qu'on aurait proclamé, si...
- 7) - Ne rien faire et prétendre que le syndicat est dirigé par une clique qui peut tout se permettre
- 8) - Ceci ne vaut pas mieux : "Se laver les mains" en disant que les dirigeants connaissent bien leur affaire
- 9) - Ne pas payer sa cotisation
- 10) - Ne pas soutenir la presse syndicale
- 11) - Ne pas faire d'abonnés à l'ECHO DES MINES ou ne rien faire pour élargir sa diffusion.
- 12) - Ne pas avoir le courage de se dévanger le jour d'une élection professionnelle ; laisser les candidats se "dépatouiller" seuls
- 13) - Toujours critiquer, toujours "grogner" et exiger des autres ce que l'on est pas capable de donner soi-même...
- 14) - Ne pas donner chiquement le petit coup de main qui peut être sollicité...

Arrêtons-nous, nous pourrions continuer longtemps ainsi...

Et toi, ami lecteur, toi mon camarade adhérent de la C.F.T.C., fais ton petit examen de conscience après avoir lu ces quelques lignes...

Quelle est TA position ? ? Et si tu n'es pas satisfait, agis en conséquence.

CIVIS

Fosse 4 de Lens

SOLIDARITE

Une collecte organisée au profit de la veuve du camarade ROCHAT Félix, adhérent de la section polonoise, a rapporté la somme de 4.658 francs.

Le Bureau de la section a ajouté à cette collecte une somme de 3.000 francs.

Merci aux généreux donateurs et collecteurs dont l'esprit de solidarité a permis d'atténuer la gêne dans ce foyer éprouvé.

A propos de responsabilités

Dernièrement dans une réunion extraordinaire des représentants du Personnel du Groupe de Liévin, où il n'avait été question que de logements ouvriers et occupations indites, un délégué de la C.G.T., aurait voulu que toutes les organisations Syndicales prennent leurs responsabilités en ce qui concerne les sanctions et disent ce qu'elles pensent si ce n'est de l'arrêt, du moins du ralentissement de la construction des logements et des baraques.

Nous avons répondu ce que nous en pensions, et nous réaffirmons, que partout où nous avons eu des responsabilités, nous les avons assumées jusqu'au bout, peut-être pas avec les mêmes méthodes, que cela serve ou non les intérêts de l'organisation syndicale.

Hier, il y avait promesse de logements, la C.G.T. nous contestait le droit de siéger dans les commissions de logements, ou autres, aujourd'hui les promesses ne sont pas tenues, nous le regrettons avec toi Cloez, mais pourquoi voudrais-tu que nous prenions nos responsabilités en matière de sanctions ? On ne prend pas les responsabilités que de ce qu'on assume.

Quant à ce que nous pensons de la réduction des crédits pour la construction de logements, nous le déplorons autant que toi. Nous aussi nous avons des demandes et nous en sommes submergés, nous aussi nous avons des cas très urgents, que certaines commissions de logements ont refusé d'étudier.

Nous estimons qu'il y a une action à mener par les Organisations Syndicales, en vue d'obtenir les crédits nécessaires à la construction de logements ; cette action doit être menée non seulement sur le plan local, mais aussi sur le plan régional et national, mais nous dans un comité de groupe. Et nous pensons qu'il ne faut pas, par ailleurs, laisser commettre des abus et des injustices - surtout pas les provoquer - dans les occupations de logements.

F. PUBERT.

SECOURS EXCEPTIONNELS

(Article 163 du décret du 27-11-46)

Au cours de sa réunion du 8 Juin, la Commission d'avis de l'Union Régionale des caisses de secours a donné une suite favorable aux demandes établies par les personnes suivantes :

Mme Vve Lepet-Beignin, Bruay
Mme Vve Tison Irma, Bruay
Mme Vve Bouatt-Pauline Hestignoul
Mme Vve Théret Zéle, Ruit
Mme Vve Vanderplancke Julia, Bruay
Mme Vve Dumortier Berthe, Rancicourt

Mme Vve Decobert Maïa, Bruay
Mme Vve Pruvost Jeanne, Bruay
Mme Vve Coffin Suzanne, Hailcourt
Mme Vve Adams Yvonne, Bruay
Mme Vve Briart Fédicie, Liévin
Mme Vve Maraudel Mireille, Avon
Mme Vve Laila Marie, Bruay
Mme Vve Crépain Angèle, Bruay

La demande de Mme Vve Deplus, de Bruay, a fait l'objet d'une décision de rejet.